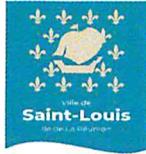


DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION



*Ville de passion!*

COMMUNE DE SAINT-LOUIS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Liberté - Égalité - Fraternité

LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRÊTE N° 858/PRM/DAJ/DA/MJC/2024

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-2 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,  
Vu le code pénal et notamment l'article R 610-5,  
Vu le code de la route,  
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – Huitième partie – Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,  
Vu l'article L511-1 du code de la sécurité intérieure,  
Vu la demande de l'entreprise AUSTRAL TELECOM SERVICES reçue le vingt-trois septembre deux mille vingt-quatre,  
Vu l'avis de la DEER/Subdivision Routière Sud du vingt-quatre septembre deux mille vingt-quatre,  
Vu l'avis de la police municipale N° 557 / 2024 du quatre octobre deux mille vingt-quatre,  
Vu l'avis de la Direction des Routes et des Infrastructures N° 331 / 2024 du sept octobre deux mille vingt-quatre,

Considérant que pour éviter tout accident lors des travaux de tirage de câbles de la fibre optique (sans fouille) pour le raccordement au réseau Télécom, il y a lieu de réglementer la circulation,

### ARRÊTE

**Art. 1.** - La circulation se fait par alternat manuel avec feux tricolores sur la NIC – Pont de la Rivière Saint-Etienne, du PR 75+145 au PR 77+690, portion comprise entre l'Avenue de la Résistance et jusqu'à la fin du Pont.

**Art. 2.** - Les dispositions du présent arrêté sont effectives du mardi quinze octobre deux mille vingt-quatre au vendredi quinze novembre deux mille vingt-quatre entre vingt heures et cinq heures (travaux de nuit).

**Art. 3.** - La signalisation réglementaire est mise en place par l'Entreprise Austral Télécom Services.

**Art. 4.** - La réfection du domaine public routier est effectuée par l'Entreprise Austral Télécom Services.

**Art. 5.** - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal.

**Art. 6.** - Mme la Directrice Générale des Services de la ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 7.** - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la CIVIS, à la SEMITTEL, à la Société des Transports MOOLAND, à l'Entreprise Austral Télécom Services.

Fait à Saint-Louis, le

Pour la Maire et par Délégation,  
**Mme Stéphanie JONAS-SOORIAH**  
Conseillère Municipale

Déléguée aux Affaires Juridiques et à la Réglementation



Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- C.I.V.I.S
- DEER/Subdivision Routière Sud
- SEMITTEL
- Transports MOOLAND
- Direction des Routes et des Infrastructures
- Service communication
- Entreprise AUSTRAL TELECOM SERVICES

LA MAIRE

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

Informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :

→ d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion

→ d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion.